

supprimerait ces facultés vivantes et créatrices.

Ce que Paris vient de faire depuis deux mois, ce que, de son côté, j'en suis sûr, la France est en train de faire, ce qu'elle prépare, ce qu'elle accumule de moyens de défense, de tentatives d'agression et de délivrance, tout cela n'est pas d'un peuple décrépit.

N'avons-nous pas le droit de dire que la Providence nous a donné notre mission et qui de nous peut la croire terminée? L'esprit conquérant barbare, l'esprit de despotisme et d'oppression, de cruauté et de mensonge ne menace-t-il pas l'Europe, et pour l'engager, Dieu n'a-t-il pas besoin de nous? N'est-ce pas notre éternel mot d'ordre que de porter secours aux autres et de combattre en généreux champions pour la justice et pour la liberté? Cette mission vraiment divine, toujours nous y serons fidèles, et quand nous nous serons sauvés, on nous verra, soyez en sûr, si notre cœur nous le commande, plus d'une fois encore porter au loin quelque utile assistance, même à ceux-la peut-être qui, dans notre détresse, nous abandonnent et nous oublient le plus.

BANQUE DE FRANCE. — Le dividende du 2^e semestre de l'année 1870 est fixé à 30 fr. par action. Il sera payé à bureau ouvert, à dater du 2 janvier, sur l'embarquement de MM. les actionnaires ou de leurs fondés de pouvoirs.

On devra présenter les titres.
Paris, 26 décembre 1870.
Le secrétaire-général,
MARSAUD.

Le chiffre des blessés, sur le plateau d'Avron, pendant la journée d'hier, ne dépasse pas cent cinquante hommes.

UNE PROTESTATION.

Ce que les Allemands font en France, nous ne le savons que trop, ce que les Français prisonniers font en Allemagne, nous ne le devinons que trop facilement : ils y souffrent. Nous ne parlons pas ici de leur situation matérielle, elle est gênée, pénible, fort au-delà, croyons-nous, de ce qu'un ennemi humain devrait imposer aux soldats que les chances de la guerre ont fait tomber entre ses mains; mais, encore une fois, il ne s'agit pas en ce moment de ce genre de souffrances; nos soldats sauraient les supporter sans se plaindre; leur grand sujet de douleur n'est point là, il est surtout, comme nous l'avons dit souvent, dans l'impossibilité où ils se trouvent d'unir leurs efforts à la résistance qui dispute pied à pied le sol de la France à l'invasion étrangère. Ils sont enfermés dans les villes d'Allemagne, lorsque l'ennemi promène l'incendie et le pillage dans les villes de la France; ils assistent à la joie insolente des Allemands, quand le télégraphe leur apporte la nouvelle d'un succès; ils reçoivent, dans de lâches insultes, le contre-coup de la fureur du vainqueur, quand la victoire ne se hâte pas assez à son gré et menace de changer de camp; ils souffrent tout cela, et voilà la douleur pour laquelle nous n'avons jamais en France trop de sympathie.

Gelle que nous éprouvons est immense; nous l'avons exprimée bien des fois, elle s'est réveillée plus vive que jamais à la lecture d'une lettre qui nous arrive d'Allemagne; cette lettre est d'un parent et tout intime, pas une ligne n'en a été écrite pour le public; elle ne nous en touche que davantage. Les paroles complètes en anime toutes les paroles et leur communie un accent qui emporte la conviction.

Nous ne donnons pas cette lettre qui, par beaucoup de ses détails et par son ton familier, ne doit pas franchir le cercle de l'intimité; mais, comme nous sommes persuadés qu'elle exprime la pensée de milliers de nos compatriotes prisonniers, nous nous permettons d'en faire une sorte d'accusé de réception public.

Il s'est trouvé des gens assez dénués de patriotisme et de bon sens pour s'imaginer de faire de l'armée prisonnière l'instrument d'une restauration impérialiste. Ce n'est qu'un rêve, aussi absurde que coupable. M. de Bismark s'est amusé à le favoriser, non qu'il le prit au sérieux, mais dans l'espoir d'augmenter les causes de trouble en France. Notre pays n'est pas désuni, comme il s'y attendait; les rouges ne tiennent pas tout ce que l'illustre chancelier se permettait d'eux : on n'en a trouvé; jusqu'ici, que très-peu qui tirent sur les Français, et il y en a vraiment bon nombre qui tirent sur les Prussiens. Cela est décourageant pour M. de Bismark, qui se demande s'il ne pourrait pas essayer ce projet de restauration prémonitrice. La restauration ne réussirait pas, mais elle aurait la chance d'affaiblir encore la France en divisant ses forces; elle ajouterait d'autres ruines aux ruines faites par l'invasion; elle donnerait la guerre civile, comme supplément à la guerre étrangère. Ce serait autant de gagné pour la Prusse.

Le calcul ne manque pas d'une certaine habileté. Ce projet, moyennant qu'il pût recevoir un commencement d'exécution, serait pour la France un

tel danger et une telle humiliation, que l'on conçoit que M. de Bismark le savorait avec complaisance dans ces moments où, comme le dit M. de Miranda, il se met, vers la quatrième bouteille de Bourgogne, à philosopher sur les vertus des races germaniques et la décadence des races latines. A jeun, M. de Bismark est peut-être moins impérialiste, et il doit soupçonner que même l'éloquence de M. Granier de Cassagnac ne suffira pas à restaurer l'empire. L'épée du maréchal Bazaine n'y suffira point non plus. Au drapeau de M. de Cassagnac et à l'épée de Bazaine il ne manquera qu'une petite chose, mais indispensable, des soldats. Ceux que la Prusse nous a pris sont Français, et, bien que captifs de personne, ils entendent n'appartenir qu'à la France; leurs officiers le disent assez haut, on les entend par-delà la frontière.

Aux protestations nombreuses insérées dans l'Indépendance belge, qu'on nous permette de joindre celle que nous recueillons chez notre cher correspondant; pour être intime, elle n'en est que plus irrécusable. « Nous acceptons notre sort avec résignation, nous écrit-il; nous admirons surtout les efforts héroïques que l'on fait pour délivrer notre pauvre patrie, et nous pleurons tous de rage de ne pouvoir contribuer à sa délivrance, que nous attendons avec une fiévreuse impatience. Mais quant à penser que nous voudrions nous armer pour une restauration quelconque, c'est de la vraie démence. Nous sommes ici près de 10,000 officiers prisonniers; je suis certain que si on cherchait des signatures, en dehors de quelques généraux ou aides-de-camp, on ne trouverait pas dix adhérents pour un pareil dessein. »

Voilà, croyons-nous simplement sans exagération aucune, le sentiment à très-peu près unanime de notre armée captive en Allemagne. Ce témoignage nous rassurerait, si nous avions eu le moindre besoin d'être rassurés au sujet d'une restauration impérialiste; il nous fournissait de plus une occasion d'envoyer quelques mots de sympathie à nos frères prisonniers. On nous excusera de l'avoir cité, malgré le caractère privé de cette correspondance. LÉO JOUBERT.

Nous trouvons dans la *Semaine religieuse* la lettre suivante :

« Cologne, 19 décembre 1870.
» Bien cher Confère,

« Nous étions à Mayence au milieu de consolations recueillies parmi nos pauvres soldats lorsque nous fûmes avertis par le général-gouverneur, *protestant*, qu'un grand nombre de nos prisonniers étaient dirigés dans le Mecklembourg où ils allaient se trouver sans secours spirituels et corporels et sans un seul prêtre pour s'occuper d'eux. Notre ministère à Mayence n'étant pas indispensable, puisque plusieurs aumôniers français y étaient déjà entièrement voués à leurs prisonniers, nous étions invités à nous rendre à Berlin pour régulariser notre situation et de là à Rostok, à Wilmar, à Newstrelitz, à Schewerin, etc., où se trouvent déjà bien des milliers de prisonniers complètement abandonnés. Puisque ce sont ceux-là surtout que nous cherchons, nous nous sommes donc mis en route, lorsque notre mission à Mayence fut terminée. Elle le fut hier et aujourd'hui, nous voilà à Cologne, nous dirigeant sur Berlin. »

« A Cologne, nos deux aumôniers français nous supplient de rester pour les aider à préparer leurs prisonniers pour la Noël. Ils en ont dix mille. Nous voilà donc à Cologne pour six jours, en y attendant de vos nouvelles, et puis nous irons à Berlin et dans le Mecklembourg. »

« A Mayence, le service religieux marcha admirablement parmi nos hommes. La grande église du séminaire ne désemplit pas du matin au soir. On les y amène tous les jours de la semaine : deux fois par jour pour la messe, l'instruction, les communions, et encore dans l'après-midi, pour les instructions et les confessions. Nous y avons eu trois cents communions tous les matins pendant les six jours que nous y avons passés. En temps ordinaire, on amène nos prisonniers en cinq églises différentes de la ville pour y entendre la messe et l'instruction du dimanche et on fait de même des autres jours de la semaine; de sorte que nos 26,000 soldats entendent la messe à leur tour à peu près une fois tous les quinze jours. C'est tout ce qui est possible de faire et vous savez si en France en leur en faisant autant. Il faut bien l'avouer, nos soldats ont beaucoup plus de secours spirituels ici qu'en France où jamais nulle part il n'était question pour eux ni d'instruction, ni de sacrements, ni de messe. »

« Jusqu'ici, nous avons vu des aumôniers français dans chaque ville où se trouvent des prisonniers en grand nombre. Il y sont reconnus, autorisés et rétribués en partie, à raison de 200 fr. par mois, et, si je les comptais tous, je crois que leur nombre dépasserait celui des quarante-cinq aumôniers qui ont été nommés dans l'armée française à la fin de juillet dernier. La situation d'un aumônier militaire est autrement honorée et respectée que dans l'armée française. Et quand je pense à la façon dont nos aumôniers ont été reçus et traités dans leurs corps d'armée au début de la guerre, j'en ai honte et j'en rougis pour notre pauvre France. Soyez assuré que l'abandon tyranique et systématique dans lequel on a bien voulu tenir l'armée à l'égard de la religion est un des grands crimes que la justice de Dieu lui fait expier en ce moment. »

« Ici on ne comprend pas une pareille conduite de chefs qui privent leurs hommes des secours de la religion. C'est un crime et une tyrannie dont les chefs prussiens ne se ren-

dent pas coupables. Dans toutes les villes de garnison il y a une église militaire et, un, ou deux, ou trois aumôniers militaires, suivant l'importance de la garnison; et tous les dimanches, tous les soldats sont conduits à la messe. Ils font de même pour les protestants qui ont leur ministre et leur temple dans chaque ville. Je n'ai rien vu de plus pur et de plus élevé sous l'uniforme militaire que le soldat allemand catholique. On ne dit pas une messe, on ne fait pas une instruction ou une cérémonie religieuse sans que vous y voyiez en grand nombre les soldats y assister et prier avec toute la piété possible. Ils y sont à genoux, un livre ou un chapelet à la main, et dans le plus profond recueillement. Il n'est pas possible que des hommes semblables ne soient pas des héros sur le champ de bataille. »

« Ne croyez pas cependant que tout marche partout et toujours en perfection en Allemagne. On y rencontre des malveillances; mais quelles que soient leurs mauvaises dispositions, ils ne peuvent toucher à ce qui fait l'essentiel du service religieux, tel que la messe, les Pâques etc.; ils pourraient tout au plus s'en prendre à ce qui est de surrogation, comme la retraite, les exercices religieux hors du temps. Il faut aussi tenir compte de la situation politique qui nous met nous, prêtres français, en état de suspicion à leur égard. Ils ont peu de troupes pour garder de nombreux prisonniers et nous ne pouvons leur faire un crime de pousser leurs précautions fort loin. Comment auraient-ils agi les Français dans la même situation à l'égard des aumôniers militaires allemands. »

« Pardonnez-moi toutes ces considérations. Vous pouvez les communiquer aux lecteurs de la *Semaine religieuse* si vous le jugez à propos. »

» Votre bien affectonné.
» BARON. »

Chronique locale & départementale

Le maire de Roubaix a reçu du président de la commission municipale de Beauvais la lettre suivante :

« Beauvais, 27 décembre 1870.
» Monsieur le Maire,

« Un millier de prisonniers de guerre faits à Querrieux (Somme), le 23 décembre courant, sont passés à Beauvais se rendant en Allemagne. Ils sont arrivés hier et repartis aujourd'hui. Parmi eux se trouvaient un certain nombre d'habitants de la ville que vous administrez. Quelques-uns ont donné l'adresse de leurs parents sur la note que vous trouverez ci-jointe et que je m'empresse de vous adresser en vous priant d'informer ces derniers de leur position. Quelques secours leur ont été distribués à Beauvais. »

Veuille agréer, etc., etc.
Le Président de la Commission municipale,
» LEVAS. »

Edmond Duhamel, rue du Caroir.
Louis Dumortier, rue Pellart.
Juste Delobel, Fosse-aux-Chênes.
Morelle, Grande rue.
Charles Leclercq, rue de l'Épéule.
Henri Tiberghien, rue de la Redoute.
Charles Derambure, rue du Nouveau-Monde.
Oscar Leclercq, rue Philippe-le-Bon.
Hilaire Delbar, rue Delattre.
Léon Sève, fort Muliez.
Louis Ducatteau, Fosse-aux-Chênes.
Achille Desmettre, Chemin de la Croix.
François Legrand, rue Blanchemaille.
Bayleux, fort Bayart.
Louis Cochetoux, cour Fourlinne.
Alfred Lebrun, rue Neuve du Fontenoy.
Octave Honoré, Tourcoing.
Louis Lesage, id.
Charles Scrépel, id.
Charles Rodez, Bergues.

Nous recevons de l'administration municipale l'avis suivants :

« De nombreux blessés pouvant d'un jour à l'autre être dirigés sur Roubaix, l'administration municipale invite ses concitoyens à lui faire connaître immédiatement le nombre des blessés ou convalescents qu'ils se chargeraient de recevoir chez eux. »

S'adresser soit à la mairie soit à l'hôpital de 8 à 11 heures du matin et de 2 à 5 heures du soir.

MM. C. Descat recevra deux blessés.
Tiberghien un »
L. Watine-Wattinne, deux »
Docteur Liagre un »

Les journaux de Lille ont reçu de la Marrie l'avis suivant :

« L'autorité militaire annonce la prochaine arrivée dans notre ville d'un grand nombre de malades et de blessés. »

« Les établissements publics étant entièrement occupés, on va être forcé de recourir aux ressources particulières pour accomplir le devoir sacré qui incombe, en ces tristes circonstances, aux localités non envahies et dont la ville de Lille devra supporter presque toute la charge, car il n'existe pas, en arrière, d'autres places fortes où l'on puisse abriter les intéressantes victimes de la guerre, celles que l'on attend appartiennent presque toutes au département et même à l'arrondissement. Ce sont, pour ainsi dire, des parents, des amis. »

« Avant d'user du droit de réquisition, le maire de Lille adresse à ses concitoyens l'appel le plus pressant pour qu'ils veuillent bien lui faire connaître le nombre d'hommes que chacun pourrait recevoir, lesquels seraient désignés de préférence parmi les convalescents et ceux atteints de blessures légères. »

« Les personnes dont les habitations seraient trop restreintes pour répondre aux besoins de la situation, pourraient fournir des effets de couchage et du linge, afin de garnir les lits placés chez leurs concitoyens logés plus au large. »

M. Eugène Ancelin, originaire de Moy (Aisne), maréchal-logis de gendarmerie à la brigade de Tourcoing, actuellement attaché en la même qualité à l'état-major du général Ducrot, vient d'être décoré par suite de l'action des 29 et 30 novembre à laquelle il a pris part sous les murs de Paris et où il s'est particulièrement distingué.

On lit dans le *Progrès du Nord* :

Il nous revient des plaintes nombreuses et justement indignées sur la rapacité dont certains fermiers ont donné des preuves trop nombreuses sur le passage de nos mobilisés.

Les soldats en marche doivent respecter scrupuleusement le bien du paysan; le paysan doit aider, autant qu'il est en lui le pauvre soldat affamé et fatigué, sans spéculer sur ses besoins, pour tirer avantage de sa poche le plus d'argent possible.

Faire payer un franc la livre de pain, alors qu'on en a pleins sa boutique, exiger vingt francs pour déplacer une vache, etc., c'est plus que de la cupidité c'est une infamie. Aux officiers de mettre bon ordre à cette exploitation.

Il nous est interdit, dit l'*Ordre* d'Arras, de délivrer à la publicité ce que nous croyons savoir au sujet de l'armée du Nord, mais nous pouvons dire que l'état des choses n'a pas changé relativement à notre ville. Rien n'indique que l'ennemi songe à nous inquiéter. Il paraît, depuis hier, prononcer son mouvement plus au nord; nos généraux savent à quoi s'en tenir.

Les éternels uhlands continuent à caracolier par nos campagnes. Leurs faits et gestes fournissent aux entretiens des désœuvrés une si ample satire que si nous voulions recueillir tous les bruits qui circulent, c'est tout au plus si notre feuille y suffirait.

En réalité, ce qui se passe en dehors de nos murs jusqu'à présent n'offre qu'un mince intérêt.

Seulement les armées paraissent assez rapprochées l'une de l'autre pour qu'au premier moment elles en viennent aux mains. Entre-t-il dans le plan du général Faidherbe d'offrir, d'accepter ou de refuser le combat? Personne ne saurait le dire. Toutes les suppositions que nous pourrions faire pour le cas de succès ou d'insuccès sont donc inutiles.

Il faut attendre, et tâcher d'attendre avec patience. Les décisions viriles sont patientes.

Nous extrayons d'une lettre adressée à un de nos concitoyens les passages suivants :

« A Lunéville, où je viens de passer quelques jours, je n'ai vu que de bien tristes choses ! Toutes les villes et les villages que j'ai traversés regorgeaient d'ennemis écrasant et pressurant les populations. J'ai vu Thionville où on a lancé, pendant un bombardement de 52 heures, des boulets contenant du pétrole, des matières inflammables et explosibles. Cette malheureuse ville est presque réduite en cendres; je ne crois pas qu'il y reste encore vingt maisons complètement épargnées. »

« A Metz, les Prussiens sont au nombre de 25,000. A Nancy et à Lunéville, il ne reste plus d'hommes capables de faire du service. Presque tous ont réussi à s'esquiver en trompant la vigilance de l'ennemi qui menace, pille et vole sans trêve ni merci. »

« Combien mon cœur s'est brisé en voyant ce triste spectacle. C'est maintenant plus que jamais qu'il faut que la France entière se lève pour poursuivre et anéantir les vandales. Plus de pardou, mais une vengeance terrible et immédiate. Mort aux Prussiens ! Ces misérables ont commis dans les Vosges, à Rambervillers, à Raon-l'Étape des atrocités que ma plume se refuse à décrire. Les choses vont-elles bientôt changer, souhaitons-le car il est temps. Pour comble de malheur, le froid continue à se faire sentir, et nos pauvres soldats sont si mal vêtus. »

« Par contre, et je garantis ce détail, chaque soldat prussien porte deux chemises de flanelle, il a une excellente couverture de laine, une jaquette, un paletot, plus un manteau. On voudrait voir nos soldats aussi bien pourvus contre les rigueurs de l'hiver, mais si je m'en rapporte aux renseignements puisés à bonne source, je voudrais bien qu'il me fût prouvé qu'y n'a pas eu le tort de trop marchander les fournisseurs et qu'on n'a pas agi pour les vêtements comme on l'a fait dès le commencement de la guerre, à propos des fusils offerts en masse et refusés aussi en masse. Il est très regrettable qu'on n'ait pas appelé à soumission les grands manufacturiers comme cela s'était toujours pratiqué jusqu'ici. Eux seuls pouvaient fournir vite et bien et nos soldats seraient aujourd'hui convenablement vêtus. Dans tous les cas, nos mobilisés, comme nos mobiles portent encore aujourd'hui, par le temps qu'il fait, les vêtements légers qui leur ont été généreusement octroyés à leur entrée en campagne. »

Hier a eu lieu à Lille, le 1^{er} tirage de l'emprunt du département du Nord.

Voici la liste des obligations primées, lesquelles seront payées en espèces à partir du 1^{er} février 1871, soit à Lille,

au Crédit industriel et des Dépôts du Nord, soit à Bruxelles, chez M. Jacques Errera Oppenheim.

1^{er} numéro 35786 par 50,000 fr.
2^e 215953 10,000
3^e 216494 1,000
4^e 45847 1,000

Les numéros 132528 — 128671 — 181163 — 89036 — 157359 — seront remboursés par 500 fr.

Les numéros 160121 — 163842 — 78626 — 222308 — 204810 — 216186 — 78412 — 224763 168186 — 80113 — 43674 — 180835 — 123243 185303 — 170074 — 73751 — 216001 — 98033 1401 — 9111 — seront remboursés par 200 fr.

371 Obligations seront remboursées par 100 fr. chacune.

Le *Kurier für Niederbaiern* annonce qu'on a trouvé sur la personne d'un prisonnier français nommé Berlan, interné à Landebut, des papiers concernant les meurtres de Tropmann, et prouvant l'existence de deux complices. Une enquête a été commencée.

Dernières nouvelles

On écrit de Bapaume, aujourd'hui à deux heures que le canon continue à se faire entendre.

Bapaume aurait beaucoup souffert la ville serait en partie détruite par l'incendie. Le village de Behagnies serait complètement incendié.

La ville de Péronne a considérablement souffert pendant le bombardement qui a duré deux jours.

L'ennemi qui ce matin, au nombre de 2,500 hommes avec cavalerie et artillerie, avait coupé le chemin de fer à Busigny, vient d'évacuer cette localité et se retire vers Bohain, c'est-à-dire dans la direction de Saint-Quentin.

Les renseignements qui nous arrivent confirment entièrement les succès obtenus hier par l'armée du Nord à Achiet et à Behagnies.

L'ennemi a été chassé de toutes ses positions. La résistance a été acharnée de part et d'autre.

Le 8^e bataillon de mobiles, (Roubaix et Tourcoing) s'est tout particulièrement distingué, mais la victoire a été achetée au prix de pertes cruelles.

Rien de nouveau dans le Nord. Les Prussiens ont coupé la ligne du chemin de fer à Busigny.

Dépêches télégraphiques.

(Service particulier du *Journal de Roubaix.*)

Arras, 3 janvier 10 h. soir
Préfet à Commissaire de la défense à Lille

Un officier d'artillerie envoyé par le général Paulze d'Ivoy pour me demander des chevaux, résume ainsi les résultats de la journée :

« Les Prussiens battus, on leur a enlevé Saigny, Favreuil et les faubourgs de Bapaume, cette ville incendiée en partie. Quelqu'un qui arrive à l'instant prétend que Bapaume est entièrement évacué. — Lardière. »

Bordeaux, 3 janvier 4 h. 10 s.
Le ministre de l'intérieur aux préfets, sous-préfets et généraux.

« Quelques engagements ont eu lieu dans la région du Loir; le 31 décembre, une reconnaissance a poursuivi de la Bazoches-Gouet à Courtalin, un détachement prussien qui a laissé 65 morts sur le terrain. Le 1^{er}, pendant que les avant-postes ennemis étaient repoussés à Longpré, à St-Amand, les cavaliers algériens avaient un brillant engagement en avant de Lavardi. Le 2, un parti ennemi a été surpris, il nous a laissé 15 prisonniers, un convoi de fourrages et de bestiaux, a eu 10 hommes hors de combat et s'est enfui vers Vendôme. »

« A Husseau, nos tirailleurs, sans éprouver de pertes ont fait du mal à l'ennemi. Des francs-tireurs lyonnais ont été attaqués hier, à Chandeaux, route de Dijon, à Baigneaux. Ils ont mis l'ennemi en déroute et l'ont poursuivi 10 kilomètres lui tuant 70 à 100 hommes et 7 chevaux. De notre côté 3 morts, 6 blessés, 2 prisonniers. »

« On signale de Lille le bruit de la capitulation de Mézières après un bombardement. »

Arras, 3 janvier 1871
10 h. 45 soir.

Général Faidherbe au ministre de la guerre et au commissaire de la défense à Lille.

Aujourd'hui, 3 janvier, bataille sous Bapaume, de 8 heures du matin à 6 h. du soir. Nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions et de tous les villages.

Ils ont fait des pertes énormes et nous des pertes sérieuses.

Signé : FAIDHERBE.